



à Paris, le 1er février 2010

M. Christian Estrosi
Ministre chargé de l'Industrie
Ministère de l'économie, de
l'industrie et de l'emploi
139, quai de Bercy
75012 Paris

Monsieur le Ministre,

Lors de leur rassemblement devant l'Assemblée nationale, les salariés de PTPM d'Aÿ dans la Marne m'ont fait part de l'extrême difficulté de leur situation suite à l'annonce de la fermeture de leur usine. PTPM est la dernière unité française de fromage et compte 129 salariés. Elle appartient au groupe Trèves, équipementier automobile. Ce dernier a reçu de l'Etat 55 millions d'argent public via le fonds de modernisation des équipementier automobile (FMEA), branche dédiée du Fonds stratégique d'investissement. Or, Trèves vient d'annoncer la fermeture de deux sites de production, PTPM à Aÿ et Sodimatex à Crépy-en-Valois, et la suppression de 646 emplois. Cette situation est d'autant plus inacceptable qu'elle ne découle pas d'un arrêt de la production mais d'une délocalisation de l'activité vers l'Espagne et le Maroc.

Nicolas Sarkozy, lors de son intervention télévisée du 25 janvier dernier, déclarait qu'il n'admettrait pas que des voitures vendues en France soient fabriquées à l'étranger, et qu'il ne comptait pas « laisser tomber » l'industrie automobile. La situation de PTPM fait parfaitement échos aux propos présidentiels, ses principaux clients étant les deux constructeurs français Renault et Peugeot. L'engagement pris par le chef de l'Etat doit maintenant trouver une application concrète. L'argent public injecté pour soutenir l'industrie française doit être une garantie de maintien de l'emploi et du savoir-faire sur le territoire national.

C'est pourquoi, je sollicite une entrevue auprès de vous afin d'évoquer le maintien de l'activité de PTPM et l'avenir de ses 129 salariés.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez, Monsieur le Ministre, agréer mes respectueuses salutations.

Pierre Gosnat
Député du Val-de-Marne
Maire d'Ivry-sur-Seine